

*Les subsides*

J'ai rarement été témoin, par le passé, d'autant de culot, d'hypocrisie et de front. Je pense en particulier au fait que cette motion émane des libéraux. Le contenu de la motion ne me gêne pas particulièrement car, en gros, le député endosse ce que nous avons fait jusqu'à présent.

Je vais gagner un peu de temps en ne lisant pas toute la motion, mais en parlant d'abord de l'alinéa *a*). Si l'on inclut ce que le gouvernement a fait en vertu du programme spécial canadien pour les grains, on arrive à un revenu des agriculteurs canadiens qui sera un peu plus élevé que l'an dernier. A l'alinéa *b*) le député parle du gel des taux de transport. Ils sont déjà gelés. En fait, si nous avions laissé en place le système des libéraux, les agriculteurs paieraient environ 12 \$ par tonne pour leurs grains, alors qu'ils ne paient que 6 \$. En gelant les taux de transport nous avons économisé entre 100 et 150 millions aux agriculteurs, de l'Ouest surtout.

En ce qui concerne l'alinéa *c*), le député de Brandon—Souris (M. Clark) a fait une observation très intelligente. Quant à l'alinéa *d*), le dernier, nous sommes dans la bonne voie. Le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) nous ont donné mandat de rencontrer les dirigeants agricoles de tout le pays, comme nous l'avons fait l'an dernier. Nous avons tenu notre première réunion le 5 mars.

Ce qui me préoccupe—et il n'y a rien à faire, je suppose, car lorsque je regarde de l'autre côté, je ne vois pas un seul agriculteur dans les rangs du parti libéral; c'est peut-être pourquoï, entre autres, on nous pose toujours la même question—c'est que les libéraux ont toujours eu deux façons d'aborder l'agriculture. Premièrement, au moyen de belles paroles, mais on ne va jamais bien loin de cette façon. Deuxièmement, ils ont toujours réagi après coup. Il est aussi inutile d'écouter le verbiage et les pensées après coup des libéraux que d'essayer d'engraisser des cochons à l'eau claire.

Cependant, je le répète, ce n'est pas vraiment la teneur de la motion à l'étude qui me préoccupe, car nous les dépassons de loin sur ce plan. C'est plutôt le moment choisi pour la présenter. Si le parti libéral comptait dans ses rangs des agriculteurs ou des gens qui s'occupent vraiment de près d'agriculture, il n'insisterait pas pour que nous fassions maintenant des déclarations sur certaines questions.

Je rappelle à la Chambre que le 5 mars, il n'y a pas si longtemps, le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer), le secrétaire parlementaire du premier ministre (M. Gustafson) et d'autres collègues se sont joints à nous dans la salle du conseil de l'édifice sir John Carling. Nous avons rencontré ce jour-là 55 représentants de 35 associations agricoles, venant de toutes les régions du pays. L'important, c'est qu'ils étaient de notre avis et qu'ils ont fait trois déclarations précises dont je vais parler. Celles-ci prouvent qu'il est prématuré et inopportun de faire d'autres déclarations à ce sujet pour le moment, et ce pour des raisons évidentes. Je voudrais vous lire ces trois déclarations. Voici la première: «Les dirigeants agricoles sont convenus aujourd'hui que les producteurs devraient fonder leurs décisions concernant les semences de printemps sur les conditions du marché».

Ce n'était pas moi qui parlais en ma qualité d'agriculteur ou de ministre de l'Agriculture au nom du gouvernement. Il s'agissait d'une déclaration conjointe, comme il se doit, de la

part du gouvernement du Canada en collaboration et de concert avec les dirigeants agricoles d'un bout à l'autre du pays, de l'Est à l'Ouest, représentant chaque groupe de produits possible.

**M. McDermid:** Relisez-la de nouveau.

**M. Wise:** J'entends le député de Brampton—Georgetown (M. McDermid). Je vais relire la deuxième phrase, parce qu'elle est aussi bonne. Elle dit que les agriculteurs ne doivent pas arrêter leurs plans de production de 1987 en fonction de ce qu'ils supposent que va être l'aide de l'État.

Elle est aussi sensée que la première. Permettez-moi de lire la troisième phrase. Elle dit qu'il est trop tôt pour conclure quoi que ce soit quant à l'aide qui va être nécessaire ou à la façon dont elle devra être accordée, mais que nous insisterons pour que toute mesure nouvelle d'assistance soit neutre aux plans de la production et de la commercialisation.

Je répète que ce n'était pas le ministre de l'Agriculture ou le gouvernement qui parlait seul. Il s'agissait d'une déclaration conjointe faite par le gouvernement et par les dirigeants agricoles du pays. Que pourrions-nous dire de plus que ce qui a déjà été déclaré? Le gouvernement ne ménagera aucun effort. Le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé et moi avons reçu un mandat clair d'organiser une nouvelle rencontre avec les dirigeants agricoles du pays. Nous l'avons fait et nous nous réunirons à nouveau. Je pense que cette réunion a eu lieu avant que le premier ministre ne quitte le Canada pour assister au sommet, à peu près au même moment que nous l'an dernier. Le premier ministre veut rencontrer à nouveau les dirigeants agricoles du pays. Cette rencontre va avoir lieu dans la seconde moitié du mois de mai ou la première moitié de juin.

Comment pourrions-nous faire d'autres déclarations qui soient conformes à l'engagement que nous avons pris envers les dirigeants agricoles du pays de ne pas violer les signaux neutres de production et de commercialisation? Tous ceux qui ont le moindre rapport avec le milieu agricole reconnaîtront l'importance de cette déclaration.

En réponse aux questions à la Chambre aujourd'hui—je pense qu'elles ont été posées par le chef du Nouveau parti démocratique—j'ai dit que les gouvernements avaient divers rôles. Les conseils municipaux ont certaines choses à faire. Les gouvernements provinciaux ont certaines choses à faire. Les gouvernements fédéraux ont certaines choses à faire. S'il est possible que nous restions en dehors d'une chose, alors il faut que nous restions en dehors. Personne ne s'imagine aujourd'hui que les gouvernements de quelque niveau que ce soit aillent dire à l'industrie agro-alimentaire comment gérer ses affaires. Il n'y a certainement personne à la Chambre qui désire faire cette comparaison.

Je le répète, nous travaillons en collaboration avec le monde agricole. C'est une surprise agréable, je le suppose. Cela peut paraître étonnant aux libéraux qui n'ont pas fait grand-chose, et le peu qu'ils ont fait, ce fut unilatéralement et isolément. Ce ne fut évidemment pas dans l'intérêt du monde agricole, et je suppose que cela n'a apporté aucun avantage politique au parti d'en face.

Je me permets de dire que les réalisations de notre gouvernement ne le cèdent en rien à celles d'aucun autre gouvernement fédéral dans l'histoire de notre pays, et si j'en ai le temps, je